



ROYAUME DU MAROC
UNIVERSITE MOULAY ISMAÏL
FACULTE DES SCIENCES JURIDIQUES
ECONOMIQUES ET SOCIALES
MEKNES

**APPEL D'OFFRES OUVERT
SUR OFFRES DE PRIX N° 2/2022/AMEFSJES
(Lot unique)**

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

OBJET :

**TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE LA SALLE DE CONFERENCE
ET PLAIDOIRIE A LA FACULTE DES SCIENCES JURIDIQUES,
ECONOMIQUES ET SOCIALES - MEKNES**

Passé par appel d'offres ouvert sur offres de prix en application de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du règlement relatif aux marchés publics de l'Université Moulay Ismail - Meknès, pris en vertu de la loi n° 69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes, promulguée par le Dahir n° 1.03.195 du 16 ramadan 1424(11 novembre 2003) et notamment ses articles 7, 13, 17 et 19, ainsi que la résolution du Conseil de L'Université, dans sa séance du 22 juillet 2014.

ROYAUME DU MAROC
UNIVERSITE MOULAY ISMAÏL
FACULTE DES SCIENCES JURIDIQUES ECONOMIQUES ET SOCIALES
MEKNES

APPEL D'OFFRES N° 02/2022

En application de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du règlement relatif aux marchés publics de l'Université Moulay Ismail - Meknès, pris en vertu de la loi n° 69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes, promulguée par le Dahir n° 1.03.195 du 16 ramadan 1424(11 novembre 2003) et notamment ses articles 7, 13, 17 et 19, ainsi que la résolution du Conseil de l'Université, dans sa séance du 22 juillet 2014.

ENTRE :

Monsieur Le Doyen de de la Faculté des sciences juridiques, Economiques et sociales Meknès,
désigné ci – après par :
« Le Maître d'ouvrage ».

D'UNE PART,

ET :

MONSIEUR
AGISSANT AU NOM ET POUR LE COMPTE DE
ADRESSE DU SIEGE SOCIAL DE LA SOCIETE
ADRESSE DU DOMICILE ELU
AFFILIE A LA C.N.S.S. SOUS LE N°
INSCRIT AU REGISTRE DE COMMERCE DE..... SOUS LE N°
N° DE PATENTE :
TITULAIRE DU COMPTE BANCAIRE N°.....
OUVERT A
Et désigné ci – après par « l'Entrepreneur ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIVIT :

CHAPITRE I : CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres a pour objet la réalisation des TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE LA SALLE DE CONFERENCE ET PLAIDOIRIE A LA FACULTE DES SCIENCES JURIDIQUES, ECONOMIQUES ET SOCIALES - MEKNES relevant de l'Université Moulay Ismaïl de Meknès.

ARTICLE 02 : REPARTITION PAR LOT

Les travaux prévus par le marché, qui résultera du présent appel d'offres, seront réalisés en lot unique.

ARTICLE 03 : DESCRIPTION SOMMAIRE DES TRAVAUX ET INTERVENANTS :

A. CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux susvisés, tels que décrits au niveau du Cahier des Prescription Techniques, concernent les lots suivants :

- Gros œuvres ;
- Revêtement ;
- Menuiserie bois ;
- Plomberie et sanitaire ;
- Electricité et lustrerie ;
- Peinture et vitrerie ;
- Divers.

B. INTERVENANTS

Tous les travaux sont supervisés et validés par, le bureau d'études « **SDM Meknès** »

ARTICLE 04 : PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE.

Le marché sera passé par appel d'offres ouvert sur offres de prix, séance publique, en application de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du règlement relatif aux marchés publics de l'Université Moulay Ismail - Meknès.

ARTICLE 05 : REFERENCES AUX DOCUMENTS GENERAUX ET TEXTES SPECIAUX

L'entrepreneur titulaire du marché, qui résultera du présent appel d'offres ouvert, est soumis aux dispositions des textes suivants :

A. DOCUMENTS GENERAUX

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés des Travaux (CCAGT), approuvé par le décret N° 2.14.394 du 06 Chaâbane 1437 (13 Mai 2016).
- La législation et de la réglementation du travail et notamment : Les Dahir du 21 mars 1943 et 27 décembre 1944 concernant les accidents du travail, ainsi que les textes portant réglementation des salaires.
- Le Règlement relatif aux marchés publics de l'Université Moulay Ismaïl.
- La circulaire 1 / 61.SG.G / CAB du 30 janvier 1961 relative aux marchés de fournitures.
- Le Décret Royal n° 330-66 du 21/4/67 portant règlement général de la comptabilité publique.
- Le Dahir 1-85 347 du 20/12/85 portant promulgation de la loi n° 30-85 relative à la TVA.
- Le Dahir n° 1-15-05 du 29 Rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi 112-13 relative au nantissement des marchés publics.
- Le Décret n° 2-89-61 du Rabia II 1410 (10/11/1989) fixant les règles applicable à la comptabilité des Etablissements publics.
- Le Dahir n° 1-03-195 du 15 ramadan 1424 (11 novembre 2003) portant promulgation de la loi 69.00 organisant le contrôle financier de l'état sur les entreprises publiques et autres organismes.
- La loi 01-00 portant organisation de l'enseignement supérieur.
- Tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de la soumission.

B. TEXTES SPECIAUX

- Le Devis Général d'Architecture fixant les conditions d'exécution des travaux concernant les bâtiments administratifs (édition 1956).
- L'arrêté du ministre de finance n° 6306- 12 mohareem 1436 (6-11-2014) fixant la nomenclature des pièces justificatifs pour le visa des actes d'engagements des dépenses des établissements publics soumis au contrôle préalable ;
- Le Cahier des Charges Provisoire pour la fourniture des liants hydrauliques en date du 16 Mai 1951.
- Les règles d'utilisation des ronds crénelés et lisses en béton armé « règles 1948 » Ronds 40/60.
- Par dérogation à l'Article III du D.G.A. les règles pour le calcul et l'exécution des constructions en béton armé, dites « Règles B.A. » 1960.
- La circulaire n° 6001 bis du 7/8/58 relative au transport des matériaux et marchandises pour l'exécution des travaux publics, l'arrêté 350.67 des T.P.C du 15/07/1967 et règles techniques P.H.M 7.11 CL 006 et 005 y annexés.
- Arrêté n° 350/67 du Ministère des Travaux Publics et des communications du 15 Juillet 1967, ainsi qu'aux règles techniques PNA 7.11 CL et 005 annexées à l'arrêté N° 350/67 et normes 7.68.100, 7.62.411 et 7.32.202.
- Les règles Parasismiques en vigueur RPS 2000 et les normes marocaines homologuées et notamment la norme sur les bétons MN 10.03 F.009 et les normes sur les matériaux et liants 1001.F.004.
- Les règlements en vigueur contre les risques d'incendies et de panique dans les établissements recevant du public et locaux d'habitation.
- L'ensemble des normes marocaines ou à défaut les normes internationales et les prescriptions Techniques provisoires ayant valeur de Cahier de Charge D.T.U.
- Tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de la soumission

NB: L'entrepreneur ne pourra en aucun cas se prévaloir de l'ignorance de ces documents pour se soustraire aux obligations qui en découlent. Il devra s'il ne les possède pas se procurer ces brochures à ses frais au Ministère de l'Équipement ou à l'Imprimerie Officielle de Rabat.

ARTICLE 06 : VALIDITE DU MARCHE

Le marché qui résultera du présent appel d'offres ne sera valable, définitif et exécutoire, qu'après approbation de l'autorité compétente et visa du contrôleur d'Etat, lorsque ledit visa est requis.

ARTICLE 07 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

L'approbation du marché qui résultera du présent appel d'offres, doit être notifiée à l'entrepreneur dans un délai maximum de soixante-quinze (75) jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, l'entrepreneur est libéré de son engagement vis-à-vis du maître d'ouvrage. Dans ce cas, mainlevée lui est donnée, à sa demande, de son cautionnement provisoire, le cas échéant.

Toutefois, le maître d'ouvrage peut, dans un délai de dix (10) jours avant l'expiration du délai visé au premier paragraphe ci-dessus, proposer à l'entrepreneur, par lettre recommandée, de maintenir son offre pour une période supplémentaire déterminée.

L'entrepreneur dispose d'un délai de dix (10) jours à compter de la date de réception de la lettre du maître d'ouvrage pour faire connaître sa réponse. En cas de refus de l'entrepreneur, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire le cas échéant.

ARTICLE 08 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché, qui résultera du présent appel d'offres, sont par ordre de priorité :

- Le bordereau des prix - Détail estimatif ;
- L'acte d'engagement ;
- Le présent cahier des prescriptions spéciales ;
- Le présent cahier des prescriptions techniques ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat ;

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché qui résultera du présent

appel d'offres, ces pièces prévalent dans l'ordre ou elles sont énumérées ci-dessus.

ARTICLE 09 : PIECES CONTRACTUELLES POSTERIEURES A LA CONCLUSION DU MARCHE

Les pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché sont :

- Les ordres de service ;
- Les avenants éventuels ;
- La décision prévue à l'article 57 du CCAG-T.

ARTICLE 10 : FRAIS D'ENREGISTREMENT ET DE TIMBRE

En application de l'article 7 du C.C.A.G-T, l'entrepreneur devra s'acquitter de tous les droits de timbre dus au titre du marché, qui résultera du présent appel d'offres ouvert, et ce conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE 11: DELAI D'EXECUTION ET DELAIS SUPPLEMENTAIRES

A. Délai d'exécution

Le délai global d'exécution du marché, qui résultera du présent appel y compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux, est fixé à **QUATRE(04) mois.**

Ce délai commencera à courir à compter de la date qui sera précisée sur l'ordre de service de commencer les travaux, adressé par le maître d'ouvrage à l'entrepreneur.

Il comprend les jours chômés et fériés légaux. Si le dernier jour du délai est un jour déclaré férié ou chômé, le délai sera prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

Ce délai est absolument impératif. Il est dès à présent précisé qu'il ne pourra être procédé à aucune modification de planning pour quelque cause que ce soit, à l'exception du cas de force majeure et des intempéries visé à l'article 08 du CCAG-T. L'appréciation des intempéries et leur délai seront constatés et notifiés par le maître d'ouvrage.

Afin d'éviter toute contestation sur la date d'achèvement total des travaux, l'entrepreneur sera tenu d'en aviser le maître de l'ouvrage par lettre recommandée, postée dix jours (10 jours) avant la date prévue.

Faute par lui de se conformer à cette dernière prescription, il ne pourra élever aucune réclamation sur la date de constatation par le Maître de l'Ouvrage de la fin des travaux, les pénalités qu'il pourrait encourir de ce chef et les retards à prononcer la réception provisoire.

B. Délai d'exécution supplémentaire

En application de l'article 08 du CCAG-T, des délais supplémentaires peuvent être pris en considération dans les cas suivants :

- Force majeure ;
- Ajournements partiels des travaux ;
- Augmentation dans la masse des travaux ;
- Travaux supplémentaires.

ARTICLE 12 : ORDRE DE SERVICE-INSTRUCTIONS-LETTRES-

L'entrepreneur se conformera strictement aux ordres de services, lettres et instructions qui lui seront adressés par le maître d'ouvrage, ainsi qu'aux plans, tracés et dessins de détails fournis par le B.E.T.

Il sera tenu de provoquer lui-même les instructions écrites ou figurées qui pourrait lui manquer. Dans ces conditions, il ne pourra jamais se prévaloir du manque de renseignements pour une exécution contraire à la volonté du maître d'ouvrage ou pour justifier un retard dans l'exécution des travaux.

Il sera tenu de vérifier tous les documents qui lui seront adressés ou remis par le maître d'ouvrage et plus précisément, il doit vérifier les cotes et signaler en temps voulu toutes erreurs matérielles qui auraient pu se glisser dans les plans ou pièces écrites.

Toutes les notifications lui seront faites au domicile qu'il a élu à proximité des travaux ou à défaut à l'adresse indiquée dans son acte d'engagement.

Il sera tenu d'adresser toutes correspondances ou lettres recommandées concernant son marché, qui résultera du présent appel d'offres, au Maître d'ouvrage.

ARTICLE 13 : NANTISSEMENT.

Dans l'éventualité d'une mise en nantissement du marché, il est précisé que :

- La liquidation des sommes dues en exécution du marché qui résultera du présent appel d'offres, sera opérée par les soins du Le Doyen de de la Faculté des sciences juridiques, Economiques et sociales Meknès,
- Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du marché qui résultera du présent appel d'offres, ainsi qu'aux bénéficiaires des nantissemements ou subrogations, les renseignements et états prévus à l'article 4 du Dahir n° 1-15-05 du 19 février 2015, est Le Doyen de de la Faculté des sciences juridiques, Economiques et sociales Meknès.
- Les paiements prévus au marché qui résultera du présent appel d'offres, seront effectués par **le Fondé Pouvoir de la Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales de Meknès**, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché qui résultera du présent appel d'offres.
- En application de l'article 13 du CCAG-T, le maître de l'ouvrage délivrera à l'entrepreneur sur sa demande et contre récépissé un exemplaire spécial du marché qui résultera du présent appel d'offres, portant la mention "exemplaire unique" et destiné à former titre conformément aux dispositions du dahir du 29 Rabii II 1436 (19 février 2015) relatif au nantissement des marchés publics.

ARTICLE 14 : CAUTIONNEMENT - RETENUE DE GARANTIE

Le cautionnement provisoire est fixé à **SEIZE MILLE DIRHAMS (16.000,00Dhs)**, il sera restitué à l'entreprise après le dépôt du cautionnement définitif.

Le cautionnement définitif est fixé à 3% du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur. Il doit être constitué dans les (20) vingt jours qui suivent la notification de l'approbation du marché. Il sera restitué à l'entreprise dès la signature du procès-verbal de la réception définitive des travaux en application de l'article 19 du C.C.A.G.T.

La retenue de garantie à prélever sur les acomptes délivrés à l'entrepreneur est de 10% et ce dans les conditions prévues par les articles 16 et 64 du présent C.C.A.G.T. Elle cessera de croître quand elle atteindra 7% du montant initial du marché, augmentée dans le cas échéant du montant des avenants. Cette retenue sera restituée à l'entrepreneur dès la signature du procès-verbal de la réception définitive des travaux.

La retenue de garantie peut être remplacée par une caution bancaire dans les conditions prévues par le C.C.A.G.T.

ARTICLE 15 : DROIT DU MAITRE D'OUVRAGE SUR LES CAUTIONS

En application de l'article 18 du CCAG-T, le cautionnement provisoire reste acquis à l'Université Moulay Ismaïl de Meknès.

Notamment dans les cas suivants :

- Si le soumissionnaire retire son offre pendant le délai de validité des offres prévu au Règlement relatif aux marchés publics de l'Université Moulay Ismaïl ;
- Si l'attributaire refuse de signer le marché.
- Si le titulaire ne réalise pas le cautionnement définitif dans les vingt (20) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.

Le cautionnement définitif peut être saisi dans tous les cas prévus au CCAG-T et ce conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE 16 : RESTITUTION DES CAUTIONNEMENTS ET DE LA RETENUE DE GARANTIE

Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché ou la caution qui le remplace est libérée d'office après que le titulaire du marché qui résulterait réaliser le cautionnement définitif.

Le cautionnement définitif est restitué, sauf les cas d'application de l'article 79 et 80 du CCAG-T, et le paiement de la retenue de garantie est effectué, ou bien les cautions qui les remplacent sont libérées à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage, dès la signature du procès-verbal de la réception définitive des travaux, si le titulaire du marché :

- a rempli à la date de la réception définitive toutes ses obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage ;
- a justifié du paiement des indemnités dont il serait redevable en application de la loi n° 7.81 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et à l'occupation temporaire promulguée par le dahir n°1.81.254 du 11 Rejeb 1402 (6 mai 1982) à raison des dommages causés à la propriété privée par

l'exécution des travaux;

- a effectivement remis les plans de récolement des ouvrages exécutés quand ils sont exigés par la nature des travaux réalisés.

ARTICLE 17 : OBLIGATIONS DIVERSES DE L'ENTREPRENEUR :

L'entrepreneur doit obligatoirement se soumettre à tous les règlements de police et de voirie en vigueur de la Commune urbaine de MEKNES.

Il sera responsable de tous les dégâts ou détournements commis par son personnel ou par des tiers sur son chantier ou dans les bâtiments mis à sa disposition.

Il devra soumettre au visa du bureau de placement la liste des ouvriers permanents qu'il a l'intention d'employer sur le chantier et devra avoir sur le chantier la liste constamment tenue à jour des ouvriers employés.

Il devra s'acquitter de ses obligations vis à vis des organismes sociaux (Inspection de travail, C.N.S.S, Assurances...).

ARTICLE 18 : CONNAISSANCE DU DOSSIER ET DES LIEUX DES TRAVAUX

L'Entrepreneur attributaire, déclare :

- Avoir apprécié toutes les difficultés résultant du terrain, de l'emplacement des ouvrages, des accès, des alimentations en eau et en électricité et toutes les difficultés qui pourraient se présenter au cours des travaux ;
- Avoir pris pleine connaissance de l'ensemble des travaux ;
- Avoir fait préciser tous points susceptibles de contestation ;
- Avoir fait tous calculs et tous détails ;
- N'avoir rien laissé au hasard pour déterminer le prix de chaque nature d'ouvrage présenté par lui et de nature à donner lieu à discussions.

L'entrepreneur ne peut, en aucun cas, formuler des réclamations basées sur une connaissance insuffisante des lieux et des conditions d'exécution des travaux.

ARTICLE 19 : CHARGES PARTICULIERES.

Les prix remis par l'entreprise comprendront tous les frais afférents à l'entreprise et notamment les frais suivants :

- Tous les frais de douane, taxes et impôts divers ;
- Tous les frais de voirie (balisage, affichage, échafaudage, inauguration ...) exigés par le BET ;
- Tous les frais d'assurance contre les accidents du personnel et des véhicules, responsabilité civile, risque d'incendie, risque d'incendie, risque de vol ou de détérioration pendant la durée des travaux ;
- Tous les frais de branchement et de consommation d'eau et d'électricité pendant la durée des travaux ;
- Tous les frais de gardiennage de nuit et pendant les jours fériés du chantier et de ces abords ;
- Tous frais de transport et de déplacement divers ;
- Tous frais de charge sociale (C.N.S.S, congés payés et ceux exigés par la législation du travail)
- Tous les frais qui découlent de manière directe ou indirecte de l'exécution du marché qui résultera du présent appel d'offres ouvert.

ARTICLE 20 : DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR

A défaut par l'entrepreneur de satisfaire aux prescriptions de l'article 20 du C.C.A.G- T et en ne faisant éléction de domicile à proximité des lieux des travaux, toutes notifications relatives à l'entreprise lui seront valablement faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans le cahier des prescriptions spéciales.

ARTICLE 21 PRESENCE DE L'ENTREPRENEUR SUR LES LIEUX DES TRAVAUX CHOIX DES COLLABORATEURS DE L'ENTREPRENEUR

A. Présence de l'entrepreneur sur les lieux des travaux

Pendant la durée des travaux, l'entrepreneur doit être présent en permanence sur le lieu d'exécution des travaux ou se faire représenter par un agent dûment agréé par le maître d'ouvrage, muni des pouvoirs nécessaires, de manière qu'aucune opération ne puisse être retardée ou suspendue en raison de son absence.

La demande écrite présentée par l'entrepreneur, en vue de l'agrément d'un représentant, doit fournir toutes références utiles concernant cet agent et faire connaître exactement l'étendue des pouvoirs qui lui sont accordés par l'entrepreneur au point de vue tant de la conduite des travaux que du règlement des comptes. L'entrepreneur ou son représentant est tenu de répondre aux convocations qui lui sont adressées pour se rendre soit dans les bureaux du maître d'ouvrage soit sur le chantier, toutes les fois qu'il en est requis. Des procès-verbaux écrits doivent être produits à l'issue de réunions ou de visites de chantier, effectués en présence de l'entrepreneur.

B. Choix des collaborateurs de l'entrepreneur

L'entrepreneur devra présenter dans un délai de 7 jours calendaires à dater du lendemain du jour de la notification de l'ordre de service de commencer les travaux, à l'agrément du maître d'ouvrage, le responsable qualifié qu'il compte garder sur le chantier en permanence accompagné de ses références et attestations personnelles pour des travaux de même importance.

Le responsable de chantier doit assurer sans interruption la direction de ce chantier.

Si la qualification du responsable n'apparaît pas suffisante, le maître d'ouvrage pourra en demander le remplacement ou assistance jugée nécessaire.

ARTICLE 22 : SOUS TRAITANCE

En cas de sous-traitance, le titulaire du marché qui résultera du présent appel d'offres et le sous-traitant sont soumis aux prescriptions de l'article 141 du règlement relatif aux marchés publics de l'université.

ARTICLE 23 : LIAISON AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE

Toutes les fois qu'il est requis, l'entrepreneur doit se rendre sur convocation du maître d'ouvrage dans ses bureaux ou sur le chantier et en particulier pour les réunions hebdomadaires de chantier.

Au cas où il ne pourra pas assister aux réunions de chantiers personnellement, il doit auparavant adresser au maître d'ouvrage la liste des personnes qui pourraient agir en son nom et pour son compte avec leurs fonctions et références et qui assisteront à sa place à ces réunions.

Dans tous les cas, la présence aux réunions d'un responsable habilité à prendre des décisions et les faire appliquer par son entreprise est indispensable de manière qu'aucune opération ne pourrait être retardée ou arrêtée par manque de pouvoir de décision.

L'entrepreneur est tenu de fournir au maître d'ouvrage et sur sa demande tous les renseignements intéressant l'exécution et l'avancement des travaux.

ARTICLE 24 : REUNIONS DE CHANTIER

Les réunions de chantier se tiendront sur les lieux des travaux une fois par quinzaine ou chaque fois que les besoins ont une nécessité, elles réuniront le maître d'ouvrage, l'entrepreneur et la maîtrise d'œuvre, le cas échéant.

L'entrepreneur sera tenu d'assister personnellement, ou à défaut, se faire représenter par un mandataire pour agir en son nom et pour son compte, à toutes les réunions de chantier.

A chaque réunion, un procès-verbal sera établi résumant l'état d'avancement des travaux, les décisions prises, les anomalies constatées et les instructions données par le maître d'ouvrage.

L'entrepreneur devra l'exécution immédiate de toutes ces décisions ou instructions concernant les travaux.

ARTICLE 25 : PROTECTION DES EMPLOYES DE L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur ainsi que ses sous-traitants sont soumis aux obligations prévues par les lois et règlements en vigueur conformément aux dispositions de l'article 23 du CCAG-T.

ARTICLE 26 : ASSURANCES

En application de l'article 25 du C.C.A.G.T, l'Entrepreneur sera tenu de produire les polices d'assurance délivrées par les compagnies d'assurance autorisées à pratiquer au Maroc.

Avant tout commencement des travaux, l'Entrepreneur sera tenu de fournir au maître d'ouvrage les assurances énumérées à l'article 25 du C.C.A.G.T précité.

ARTICLE 27 : REGLEMENT DE POLICE.

Conformément à l'Article 28 du CCAGT, l'Entrepreneur devra obligatoirement se soumettre à tous les règlements de police et de voirie en vigueur sur le lieu de construction.

L'Entrepreneur sera responsable de tout dommage résultant, pour les propriétés publiques ou particulières, du mode d'organisation ou de fonctionnement de ses chantiers. Dans le cas d'accident, comme celui de dommages, la surveillance des agents du maître d'ouvrage ne décharge en rien l'entrepreneur de cette responsabilité. Il n'aura pas de recours contre le maître d'ouvrage ou ses agents.

ARTICLE 28 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

L'entrepreneur prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution des travaux, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines, et de garantir la sécurité et la santé des personnes ainsi que la préservation du voisinage conformément à l'article 30 du CCAG-T approuvé par le décret n° 2.14.394 du 06 Chaâbane 1437 (13 Mai 2016).

ARTICLE 29 : NETTOYAGE DU CHANTIER

L'entrepreneur devra évacuer régulièrement les locaux où il travaille des gravois et débris divers qui sont le fait de son activité. Le B.E.T. pourra à tout moment exiger ce nettoyage lorsqu'il n'a pas été exécuté spontanément. Les locaux devront être parfaitement nets.

Les gravois et débris devront être déposés au voisinage des constructions en un ou plusieurs endroits désignés par le B.E.T. Ils seront ensuite enlevés par l'entrepreneur aux décharges publiques.

Dans tous les cas, ce nettoyage devra être fait au moins une fois par mois.

ARTICLE 30 : NETTOYAGE APRES RECEPTION PROVISOIRE

En application de l'article 44 du C.C.A.G-T, le délai fixé pour le dégagement, le nettoyage et la remise en état des emplacements mis à la disposition de l'entrepreneur est fixé à (15) Quinze jours à compter de la date de la réception provisoire. En outre, une pénalité particulière lui sera appliquée à compter de la date d'expiration du délai indiqué plus haut. Faute par l'entrepreneur d'avoir accompli cette formalité 15 jours (quinze jours) après la réception provisoire, il lui sera appliquée une retenue de 1% (un pour cent) du montant du marché, arrondie à la dizaine de dirhams supérieure.

ARTICLE 31 : MESURES DE SECURITE ET D'HYGIENE.

L'entrepreneur est soumis aux dispositions de l'article 33 du CCAG –T.

ARTICLE 32 : INSTALLATION DE CHANTIER

Dès la réception de l'ordre de service prescrivant l'ouverture du chantier, l'Entrepreneur est tenu de se conformer aux directives ordonnées par le maître d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre.

L'Entrepreneur disposera pour l'installation de son chantier du terrain dont les limites seront définies par le maître d'ouvrage.

Il lui est dès à présent précisé qu'il devra programmer très rigoureusement ses approvisionnements pour n'apporter que la moindre gêne.

L'installation de chantier comprend notamment :

a- Locaux de chantier obligatoirement de types modulaires préfabriqués,

- 1 bureau de chantier équipé fermé à clef de 10 à 12 m2

- 1 table de réunion
- 10 chaises
- 2 tableaux d'affichage en contreplaqué.
- Trois cahiers de chantier en trifold seront en permanence à la disposition du maître d'ouvrage et de ses représentants.

- 1 local dédié aux échantillons TCE fermé à clef de 08 à 10 m2

NOTA : ces locaux resteront à la propriété de l'entreprise qui doit les évacuer dès réception provisoire des travaux.

b- Clôture de chantier

La mise en place de palissades métallique de clôture pour isoler les sites de construction

- panneaux métalliques conformément aux instructions du maître d'ouvrage.

c- Panneau de chantier

- Signalisation du chantier par des panneaux comportant les informations relatives au projet (n° de marché, nom et logos du Maître d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre ;

d- Equipements :

- La mise en place de moyens de sécurisation du chantier (surveillance, accessibilité au chantier
- L'acquisition et la mise à disposition d'un nombre suffisant d'Equipements de Protection Individuel (EPI= casques de protection, bottes, gilets réflecteurs de haute visibilité, gants de protection mécanique...) pour l'ensemble des travailleurs du chantier et des éventuels visiteurs.
- Réaliser les travaux de raccordement provisoire aux différents réseaux nécessaires au bon fonctionnement du chantier, l'utilisation des ressources propres de l'établissement est strictement interdite.

-A la fin des travaux et avant la réception provisoire, l'entrepreneur devra :

- Démolir/démanteler les différentes installations
- Éliminer les résidus de chantier en assurant leur collecte et mise en décharge dans un site autorisé ;
- Nettoyer les différentes zones de stockage et aires libres
- Sécuriser le site ;
- Remettre en état toute infrastructure endommagée lors des travaux

ARTICLE 33 : DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR

En application de l'article 41 du CCAG-T, l'entrepreneur devra fournir dans les délais indiqués dans le tableau ci-après, les documents suivants :

DESIGNATION DES DOCUMENTS	DELAIS
Installation et organisation du chantier	7 jours calendaires à dater du lendemain du jour de la notification de l'ordre de service prescrivant le commencement des travaux
Désignation du responsable du chantier	7 jours calendaires à dater du lendemain du jour de la notification de l'ordre de service prescrivant le commencement des travaux
Les échantillons et fiches techniques	15 jours calendaires à dater du lendemain du jour de la notification de l'ordre de service prescrivant le commencement des travaux.
Agrément des matériaux	7 jours calendaires à dater du lendemain du jour de la notification de l'ordre de service prescrivant le commencement des travaux.
Planning d'exécution des travaux	7 jours calendaires à dater du lendemain du jour de la notification de l'ordre de service prescrivant le commencement des travaux.
Plans de récolement	7 jours calendaires avant le jour de la réception provisoire <u>quand ces plans sont exigés par la nature des travaux.</u>
Attestations d'assurances	Avant tout commencement des travaux

ARTICLE 34 : ENLEVEMENT DU MATERIEL ET DES MATERIAUX SANS EMPLOI

L'entrepreneur devra évacuer régulièrement des locaux ou il travaille les gravats ou débris qui dont le fait de ses activités.

L'entrepreneur devra assurer le drainage et l'épuisement des eaux s'il y a lieu.

Les débris seront déposés au voisinage du chantier en un ou plusieurs endroits désignés par l'Administration et seront évacués à la décharge publique aux frais de l'entreprise et dans tous les cas l'entrepreneur doit se conformer à l'article 44 du C.C.A.G-T.

ARTICLE 35 : ECHANTILLONNAGE.

L'entrepreneur devra soumettre à l'agrément de la maîtrise d'œuvre et du Maître de l'ouvrage un échantillon de chaque espèce de matériau ou de fourniture qu'il se propose d'employer. Il ne pourra mettre en œuvre des matériaux qu'après acceptation donnée par ordre délivré par la maîtrise d'œuvre,

Les échantillons seront déposés au bureau de chantier prévu à l'article 201 § 2 du D.G.A. et serviront de base de vérification pour la réception des travaux.

L'entrepreneur devra présenter à toute réquisition les certificats et attestations prouvant l'origine et la qualité des matériaux proposés.

ARTICLE 36 : ESSAIS DE MATERIAUX ET MATERIEL.

Les frais d'essais des matériaux sont compris dans l'offre de l'entrepreneur. Sont aussi à sa charge, toutes mains- d'œuvre nécessaires à ces essais, échafaudage, branchements et toutes sujétions effectuées à la demande de la maîtrise d'œuvre et du maître de l'ouvrage.

ARTICLE 37 : MODE D'EXECUTION DES OUVRAGES.

D'une manière générale les travaux seront exécutés suivant les règles de l'art, conformément aux dessins et plans visés "bons pour exécution" qui seront notifiés à l'entrepreneur.

Les dimensions portées aux plans d'exécution et dessins de détails sont celles des travaux et ouvrages complètement terminés. Tous les matériaux utilisés seront de première qualité et exempts de défauts.

ARTICLE 38 : CONTROLE DES TRAVAUX

L'entrepreneur sera soumis pour l'exécution de ses travaux au contrôle du maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de procéder à d'autres contrôles qu'il jugera nécessaires, soit par ces propres moyens, soit par d'autres organismes de contrôle spécialisés.

Pendant toute la durée des travaux, les agents de contrôle auront libre accès sur le chantier et pourront prélever aussi souvent que nécessaire les échantillons de matériaux et matériels mis en œuvre pour essais et examens.

L'entrepreneur sera tenu de fournir à ses frais la main d'œuvre, les récipients, l'échafaudage et le matériel nécessaire aux prélèvements visés ci avant.

L'entrepreneur s'engage à accepter l'arbitrage du maître d'ouvrage sur tout différent l'opposant à ses agents de contrôle ou autres agents désignés par celui-ci pour contrôler les travaux.

ARTICLE 39 : MALFACONS

Si des malfaçons venaient à être décelées, les ouvrages seront démolis et refaits à la charge de l'entrepreneur.

ARTICLE 40 : AJOURNEMENT OU CESSATION DES TRAVAUX

Si les travaux du marché, qui résultera du présent appel sont cessés ou ajournée du fait du maître d'ouvrage, l'entrepreneur peut demander l'application des dispositions de l'article 48 et 49 du C.C.A.G-T.

ARTICLE 41: CARACTERE DES PRIX

En application de l'article 53 du CCAG-T l'entrepreneur est réputé avoir parfaite connaissance de la nature, des conditions et difficultés d'exécution, avoir visité l'emplacement des locaux de la future construction s'être rendu sur place et s'être entouré de tous les renseignements nécessaires à la composition des prix et avoir toutes les précisions désirables pour que l'ouvrage fini soit conforme à toutes les règles de l'art et les prescriptions du présent CPS. Le prix établi par l'entrepreneur correspond à des ouvrages en parfaite état d'achèvement et de fonctionnement, il comprend également tous percements, saignées, rebouchages, raccords de tout corps d'état et en général toutes sujétions nécessaires pour une réalisation des ouvrages en parfait état de fonctionnement et d'exploitation.

Les prix du marché comprennent :

Tous les frais généraux et bénéfices de l'entreprise.

Toutes les charges sociales et fiscales y compris la T.V.A.

Tous frais d'achat de matériaux, matières consommable fournitures diverses (combustibles, eaux, électricité, etc.).

Tous frais de main d'œuvre, de gardiennage et signalisation de chantier.

Tous frais de transport de main d'œuvre, matériaux ou matériels concernant l'exécution de ses travaux.

Tous frais résultant du maintien de la circulation sur les voies se raccordant ou traversant le chantier, ainsi que les frais résultants de l'occupation temporaire de la chaussée et le maintien de l'accès normal aux propriétés riveraines.

Tous frais d'équipement, de blindage et d'épuisement des eaux souterraines ou superficielles s'il y a lieu.

De l'établissement des métrés d'exécution, des plans de récolement.

Des frais de branchement aux réseaux d'eau potable, d'électricité et de téléphone

ARTICLE 42 : REVISION DES PRIX

Conformément aux dispositions de l'article 12 du règlement des marchés de l'université précité, et à l'arrêté du chef du gouvernement n°3-202-15 du 15 Safar 1437 (27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics, les prix du marché qui résultera du présent appel d'offres sont révisibles.

Cette révision s'applique aux prix TTC quel que soit le résultat des calculs par la formule suivante :

$$P = P_0 (0,15 + 0,85 \text{ BAT6/BAT60})$$

P = Prix révisé des travaux

P₀ = prix initial du marché

BAT6 : Valeur de l'Indice global tous corps d'état du mois de la date de l'exigibilité de la révision.

BAT60 : Valeur de l'Indice global tous corps d'état du mois de la date limite de l'offre.

Après expiration du délai contractuel, il sera tenu compte uniquement des baisses des index, par contre en cas de hausse, les index d'application seront bloqués aux dernières valeurs calculées dans le cours du délai d'exécution.

ARTICLE 43 : OUVRAGES OU TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES

Tous les travaux supplémentaires seront réalisés conformément aux dispositions de l'article 55 du CCAG -T.

ARTICLE 44 : AUGMENTATION OU DIMINUTION DANS LA MASSE DES TRAVAUX.

Toute augmentation ou diminution dans la masse des travaux sera faite conformément aux dispositions des articles 57 et 58 du CCAG -T.

ARTICLE 45 : MODIFICATIONS - CHANGEMENT DANS LES DIVERSES NATURES D'OUVRAGES

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de modifier à tout moment telle ou telle partie d'ouvrage qu'il jugera nécessaire pour une meilleure réalisation du projet. Il est précisé que seuls seront considérés comme travaux modifiés et par suite réglés ou retenus à l'entrepreneur, les travaux dus à des changements ordonnés par ordre de service du maître d'ouvrage.

Ces modifications doivent s'inscrire dans les conditions fixées par l'article 59 du C.C.A.G-T.

ARTICLE 46 : BASE DE REGLEMENT DES OUVRAGES

Les règlements des sommes dues à l'entrepreneur seront effectués au fur et à mesure de l'exécution des travaux, en appliquant les prix du bordereau des prix détail estimatif aux quantités réellement exécutées et ce, conformément aux dispositions des articles 60, 61, 62, 63, 64 et 68 du CCAG-T.

Les métrés doivent être réalisés à la charge de l'entrepreneur, par un métreur-vérificateur, accepté par la maîtrise d'œuvre.

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues, au titre du marché qui résultera du présent appel d'offres, par virement au compte bancaire indiqué sur l'acte d'engagement de l'entrepreneur.

ARTICLE 47 : APPROVISIONNEMENT

Les approvisionnements en matériaux et matières premières destinés à entrer dans la composition des travaux ou des fournitures diverses, objet du marché qui résultera du présent appel d'offres, ne peuvent pas donner lieu à des acomptes.

ARTICLE 48 : PENALITES DE RETARD

A défaut par l'entrepreneur, d'avoir terminé les travaux à la date déterminée, il lui sera appliqué, sans préjudice de l'application de l'article 65 du C.C.A.G-T une pénalité, par jour calendaire de retard, d'un pour mille (1 pour 1000) du montant du marché, qui résultera du présent appel d'offres.

Cette pénalité sera plafonnée à huit pour cent (8%) du montant initial du marché éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux.

Le montant de ces pénalités sera déduit d'office des décomptes des sommes dues à l'entrepreneur.

ARTICLE 49 : PLANS DE RECOLEMENT

En fin d'exécution des travaux et au minimum 07 jours avant la réception provisoire, l'entrepreneur doit remettre au maître de l'ouvrage, sous couvert de la maîtrise d'œuvre, cinq tirages, au format A3 ainsi qu'une

copie de tous les plans sur support informatique, des dessins côtés des ouvrages non visibles comme les dessins des conduites, canalisations, conducteurs visibles, tels qu'ils ont été posés, repérés par des symboles et teintes conventionnelles avec indication des sections ou autre caractéristiques, ces dessins indiqueront la position de tout regard, poste d'eau, vanne,...etc.

Quand la nature des travaux l'exige, ces plans seront signés par le BET avant transmission au Maître de l'Ouvrage. Faute par l'entrepreneur d'avoir fourni les plans de récolement, il lui sera appliquée une retenue de 1% (un pour cent) du montant du marché, arrondie à la dizaine de dirhams supérieure.

Aucune réception définitive ne sera prononcée avant la remise des plans de récolement quand ils sont exigés par la nature des travaux.

ARTICLE 50 : RESILIATION DU MARCHE

La résiliation du marché qui résultera du présent appel d'offres, sera prononcée dans tous les cas prévus par le CCAG-T et le règlement relatif aux marchés publics de l'université.

ARTICLE 51 : REPRISE DU MATERIEL ET DES MATERIAUX EN CAS DE RESILIATION

Dans tous les cas de résiliation prévus au CCAG-T, il sera appliqué, en ce qui concerne la reprise du matériel et des matériaux approvisionnés, les dispositions de l'article 70 du CCAGT.

ARTICLE 52 : RECEPTION PROVISOIRE

La réception provisoire aura lieu dans les conditions des articles 73 et 74 du CCAG -T.

La réception provisoire des travaux sera prononcée si les conditions ci –après sont satisfaites :

- Tous les travaux sont conformes aux prescriptions techniques générales et particulières.
- Si les bâtiments sont prêts à recevoir les usagers.

La date de réception provisoire servira à :

- Fixer la date ou le délai d'exécution s'arrêtera de courir.
- Fixer la date à partir de laquelle le délai de garantie commence à courir.

L'Administration se réserve le droit de procéder à une réception provisoire partielle en cours de travaux en usant le droit de prise de possession anticipée de certains ouvrages terminés conformément à l'article 77 du CCAG-T.

ARTICLE 53 : RECEPTION DEFINITIVE ET RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR APRES LA RECEPTION DEFINITIVE

La réception définitive aura lieu dans les conditions de l'article 76 du CCAG –T.

L'entrepreneur doit solliciter la réception définitive par lettre recommandée adressée au maître d'ouvrage (20) vingt jours avant la date prévue.

La réception définitive aura lieu douze (12) mois après la date de réception provisoire des travaux.

Après la réception définitive, l'entrepreneur restera soumis à la responsabilité définie à l'article 78 du CCAG-T.

ARTICLE 54: GARANTIES CONTRACTUELLES

Le délai de garantie est égal à la durée comprise entre la réception provisoire et la réception définitive. Pendant le délai de garantie fixé à douze (12) mois, indépendamment des obligations qui peuvent résulter pour lui de l'application de l'article 76 du CCAG-T, l'entrepreneur est tenu à une obligation dite "obligation de parfait achèvement" au titre de laquelle il doit, à ses frais, se conformer aux prescriptions de l'article 75 du CCAG-T.

ARTICLE 55 : RECLAMATIONS ET LITIGES

En application de l'article 81 du C.C.A.G–T, toute réclamation et litige entre le maître d'ouvrage et le titulaire du marché, sera soumis aux dispositions des articles 82 et 83 du C.C.A.G–T.

Tout litige entre le maître d'ouvrage et le titulaire du marché, non réglé à l'amiable, sera soumis aux tribunaux compétents de Meknès.

A - APPROVISIONNEMENTS :

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions utiles pour avoir sur son chantier la quantité de matériaux, vérifiés et acceptés, indispensable à la bonne marche des travaux et dont l'échantillon aura été accepté par la maîtrise d'œuvre et le maître d'ouvrage.

La demande de réception d'un matériau autre que les matériaux préfabriqués, devra être faite au moins quatre (04) jours avant son emploi, pour les matériaux préfabriqués, ce délai sera d'un mois à pied d'œuvre.

Les matériaux fournis par l'entrepreneur restent sous sa garde et sa responsabilité, même après avoir été acceptés provisoirement par le Maître d'Ouvrage. L'entrepreneur devra, en conséquence, supporter les pertes ou avaries pouvant survenir et ce, jusqu'à la réception provisoire des travaux.

B - PROVENANCES DES MATERIAUX :

Les matériaux et matériels destinés à l'exécution des travaux seront d'origine marocaine ; il ne sera fait appel aux matériaux ou matériels d'origine étrangère qu'en cas d'impossibilité de se les procurer sur le marché marocain. Les matériaux et matériels proviendront des lieux d'extraction ou de production nationale ou des dépôts du Maroc.

Par le fait même du dépôt de son offre, l'entrepreneur sera réputé connaître les ressources des carrières, dépôts ou usines indiqués ci-avant, ainsi que leurs conditions d'accès, d'exploitation et de vente. Aucune réclamation ne sera recevable concernant le prix de revient à pied d'œuvre de ces matériaux.

La désignation d'une marque est donnée pour la spécification des qualités. Il est bien entendu que le nom de marque n'impose pas la fourniture de cette dernière, mais renseigne sur les caractéristiques techniques, le niveau de qualité du matériau ou appareillage demandé.

C - PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES REVETEMENTS DE SOLS :

Les matériaux utilisés devront répondre en ce qui concerne les qualités physiques et leur mise en exécution aux conditions et prescriptions des articles n° 16, 21, 67, 76, 128, 131 et 132 du D.G.A. ainsi qu'aux D.T.U. n° 51.1 et 55.

Nonobstant les plans établis par le Maître de l'œuvre, il reste entendu que l'entrepreneur s'engage par son offre à livrer des revêtements d'une tenue parfaite et sans défaut.

Agrégat pour revêtement coulé sur place :

Les agrégats entrant dans la composition des revêtements coulés sur place en granito poli ou en mignonnette lavée proviendront des carrières du pays.

Les grains seront parfaitement calibrés suivant l'aspect du revêtement choisi par le BET et le Maître de l'Ouvrage. La proportion visible de mortier ne devra pas dépasser 20 %.

Les applications de granito poli en sols, seuils ou plinthes seront exécutées comme suit

- Nettoyage parfait du support.
- Répandre une couche de sable tamisé de 0,01 m d'épaisseur.
- Exécuter une forme flottante en béton n°2 de 0,04 m d'épaisseur minimum, bien dressée tout en restant rugueuse.

Tous les granitos devront répondre aux articles 130 et 132 du D.G.A. Un échantillon sera obligatoirement fourni et conservé soigneusement jusqu'à la réception provisoire.

J- PRESCRIPTION CONCERNANT REVETEMENTS DES SOLS

Les matériaux utilisés devront répondre en ce qui concerne les qualités physiques et leur mise en exécution, aux conditions et prescriptions des articles 76, 127, 128, 129, 130, 131, et 132 du devis général d'architecture édition 1956.

a) Carreaux de grès cérame :

Les carreaux doivent être inaltérables, et non attaquables par les agents atmosphériques, leur surface doit être lisse, bien plane (sauf les carreaux antidérapants) sans aucune fente ni gerçure.

Les carreaux doivent porter au verso en pleine masse, soit la marque, soit le nom du fabricant ; les dimensions, les coloris et la qualité sont à soumettre à l'approbation du BET et du Maître de l'Ouvrage, les carreaux doivent être classés "**bon choix**".

b) Carreaux de faïence :

Ces carreaux ne doivent présenter ni fissures, ni éclats. Les arrêtes doivent être vives et parfaitement dressées. A la cassure, la structure doit être uniforme sans présenter de clivage, feuillage, alvéoles, grains de chaux ou de quartz.

c) Mode de pose de revêtement

Avant la pose des revêtements, les formes seront préalablement nettoyées et débarrassées de tous déchets. Les carreaux seront posés suivant la méthode dite "**à la bande**" au cordeau et au pilon, à bain soufflant de mortier de ciment **CM 25** dosé à **350 Kg/m³** de sable. Cette couche de mortier doit avoir, après pose, au minimum **1 Cm** d'épaisseur. Les carreaux doivent être posés de manière à ce que l'adhérence du mortier soit parfaite, celui-ci refluera partiellement dans les joints afin de bien séparer les carreaux les uns des autres, en vue d'obtenir un scellement convenable.

d) Tolérance de pose :

Platitude : Une règle rigide de 2 m de longueur posée en tous sens ne doit pas accuser d'écart supérieur à 3 mm.

Alignement des joints : La même règle, posée de sorte que ses deux extrémités alignées avec les bords homologues de deux carreaux de même ligne ou rang, ne doit pas accuser de différence d'alignement supérieure à 1 mm en plus des tolérances de calibrage.

K - PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES MENUISERIES BOIS :

Les dimensions, dispositions, descriptions et quincailleries des ouvrages sont portées aux plans de détails ainsi que dans le descriptif des prix.

Il veillera à ce que les quincailleries soient en parfait état de fonctionnement, même si certaines spécifications les concernant n'ont pas été précisées.

Les emplacements sont déterminés sur les plans de repérage. Les numéros et lettres qui y sont portés désignent le type de menuiserie.

Les menuiseries seront en sapin rouge 1^{er} choix, sauf indications particulières. Les matériaux répondront aux prescriptions du D.G.A., notamment aux articles n° 37 à 40.

Avant tout commencement des travaux, l'entrepreneur devra soumettre à l'Administration les échantillons de tous les articles qu'il se propose d'employer, ainsi que les plans de détails pour les principaux types de menuiseries à exécuter.

Les menuiseries seront fabriquées et mises en œuvre conformément aux prescriptions des articles n° 136 à 145 du D.G.A.

Il est formellement spécifié que toutes les côtes et dimensions portées aux dessins sont celles des menuiseries terminées. L'entrepreneur devra relever les côtes définitives sur place au cas où l'entrepreneur constaterait des omissions, il devra avertir l'Administration, faute de quoi sa responsabilité restera entière.

Les ouvrages seront parfaitement poncés, les cadres protégés par des lattes clouées au départ de l'atelier et maintenues en place jusqu'à la pose des ouvrants.

L'entrepreneur devra la fourniture, le transport, les pattes à scellement nécessaires et la mise en œuvre complète des menuiseries.

Toutes les menuiseries devront être livrées avec une couche d'impression à l'huile de lin.

1) FABRICATION :

Les bois seront absolument secs, exempts de tous défauts, sans nœuds susceptibles de nuire à la résistance des pièces et sans aubier.

L'entrepreneur devra déterminer les cotes et les dimensions des divers scellements nécessaires au maintien des châssis, portes, de façon à assurer une parfaite tenue des ouvrages et une rigidité satisfaisante en tenant compte d'une utilisation normale du bâtiment.

L'entrepreneur devra prévoir l'exécution en atelier du plus grand nombre possible d'assemblages. Il ne sera toléré sur le chantier que les assemblages strictement nécessaires.

Il sera tenu compte du jeu nécessaire pour l'application de 3 couches de peinture entre les parties mobiles.

Les portes ouvrant à la Française seront équipées de buttoirs arrêtoirs vissés dans les sols ou les murs. Cette spécification ne sera pas par reprise dans les descriptions de détail.

Avant livraison et habillage des menuiseries, le Maître d'Ouvrages dûment averti par l'entrepreneur qu'un lot de pièces est terminé fera une première réception en atelier à la suite de laquelle, l'entrepreneur devra reprendre les menuiseries refusées.

Toutes les menuiseries refusées seront assemblées avec le plus grand soin à tenon et à mortaise, à l'exclusion de tout mode d'assemblage et fixées par des chevilles en bois dur cassées ou à pans rentrés de force. L'assemblage des cadres sera exécuté dans les mêmes conditions, mais à enfourchement. Un renforcement sera assuré par 2 pointes de 100 mm sur champ.

Les parements devront être bien affleurés, parfaitement dressés, rives droites sans épaufrures. Un ponçage, autant de fois que nécessaire, pourra être prescrit pour faire disparaître les défauts qui se présenteraient. Il ne sera jamais toléré dans les ouvrages de menuiserie l'emploi de pièces rapportées, de cales, pointes, vis ou mastic pour cacher des malfaçons. Tous les ouvrages ou parties d'ouvrages qui présenteraient des vices de construction ou défauts dans la qualité des bois seront refusés et refaits au frais de l'entrepreneur qui supportera également les réfections des autres corps d'état s'il y a lieu.

2) CADRES DORMANTS :

Les cadres dormants, dimensions et essence suivant plan de détails et descriptifs, seront exécutés avec parement intérieur très légèrement évasé.

Les huisseries en contact avec les cloisons ou maçonnerie seront rainées sur au moins 10 mm de profondeur pour recevoir les briques. Les feuillures seront de 15 mm minimum et d'une profondeur correspondant à l'épaisseur des bâtis.

Les pièces d'appui comporteront obligatoirement une gorge de condensation avec trous d'écoulement, les larmiers feront toute la longueur de la pièce, les rejets d'eau seront en bois dur, avec chanfrein et goutte d'eau.

Avant leur départ de l'atelier tous les cadres et arêtes intérieures des dormants seront protégés et maintenus en place jusqu'au moment du ferrage.

L'entrepreneur devra s'assurer, en cours de travaux que les protections sont toujours en place, et si besoin est, les remplacer au fur et à mesure de l'avancement du chantier. Les feuillures opposées aux paumelles comporteront, dans leur hauteur, les tampons type "Silencia", minimum trois tampons.

Les spécifications ci-dessus ne seront pas reprises dans les descriptions de détails.

Les pattes à scellement métalliques en tête d'acier ou en fer plat vissées sur les champs extérieurs seront de dimensions et en nombre suffisant, en rapport avec l'importance des ouvrages à fixer.

Les huisseries à fixer sur dallage comporteront un goujon en fer rond de / 14 mm minimum par montant. Dans le cas de B.A. il est préconisé d'effectuer les scellements par broches d'acier enfoncées au pistolet "SPIT" ou par chevilles "SPIT ROC" et vis à tête noyée.

3) CHAMBRANLES :

Elles seront exactement profilées, sans jarrets, ni flaches dans leurs arêtes et surfaces, ajustées d'onglet dans les angles restés vifs, elles présenteront des formes très régulières et épouseront parfaitement la forme des parties qu'elles devront revêtir. Elles seront fixées au mur au moyen de vis et taquets en bois.

4) QUINCAILLERIE :

Tous les ouvrages bois comporteront la quincaillerie nécessaire à leur bon fonctionnement et elle doit être agréée au préalable par l'Administration.

Tous les articles de quincaillerie seront avant la pose, démontés, vérifiés et soigneusement graissés par l'entrepreneur, qui devra s'assurer de leur parfait état de fonctionnement. Ils seront posés avec le plus grand soin, les entailles nécessaires auront les formes et dimensions exactes de la ferrure, et seront vissés au moyen d'un tournevis et non par percussion. Tous les objets de quincaillerie servant au développement des vantaux devront après la pose, laisser un mouvement franc aux menuiseries.

Les bâtis des châssis et croisés comporteront les équerres en acier de renfort nécessaire.

FIXATIONS - SCELLEMENTS & CALFEUTREMENTS

5) FIXATION :

La fixation des châssis et portes sera assurée par des pattes à scellement disposées suivant les spécifications prévues par la norme AFNOR P. 26.401 et P.24.201.

6) PERCEMENTS ET SCELLEMENTS :

Les scellements devront faire l'objet d'une étude particulière pour tenir compte des structures qui doivent recevoir les menuiseries et qu'il est rigoureusement interdit de dégrader.

7) POSE ET REGLAGE :

La pose des châssis aura lieu avant l'exécution des enduits sur maçonnerie. Toutes les précautions nécessaires à la pose et réglage des différents éléments devront être prises par l'entrepreneur qui devra leur assurer un aplomb, un alignement et un niveau corrects. Il demeurera responsable de la tenue après l'exécution des maçonneries autour de ces éléments.

L'entrepreneur sera tenu d'effectuer une vérification et un réglage de tous les châssis et portes après exécution des enduits et avant application des couches intermédiaires et de finition des peintures sur les menuiseries. Une vérification et un réglage définitif après passage de tous les autres corps d'état seront effectués à la fin par l'Entreprise.

Les éléments de menuiseries devront être parfaitement étanches aux eaux de pluie ainsi qu'à l'air et à la poussière.

8) CALFEUTREMENT :

L'entrepreneur devra prévoir des calfeutrements soignés aux raccordements avec les différentes parties de la construction. Il tiendra compte notamment des tolérances des dimensions de la maçonnerie et les calfeutrements qu'il prévoira devront compenser ces tolérances.

Tous les moyens devront être étudiés pour assurer une herméticité parfaite des éléments en œuvre, notamment profil en caoutchouc mousse pour les coulissants et bandes genre joint "DENSO", sous cadre des menuiseries en contact avec l'extérieur (portes de terrasses ou autres).

9) PROTECTION PAR PEINTURE :

Toutes les parties métalliques des menuiseries bois (non protégées d'origine ou d'usine) seront livrées sur le chantier munies d'une couche de peinture antirouille soigneusement appliquée après décapage, brossage et nettoyage des métaux. Cette protection sera effectuée en atelier au chromate de zinc. Le minium de plomb étant formellement prohibé. Les éléments en alliage léger pourront éventuellement être traités par oxydation anodique après accord de l'Administration. La peinture sera exécutée à la brosse.

10) TRANSPORT DES PIÈCES :

Le transport de tous les éléments de la construction envisagé sera exécuté avec toutes les précautions nécessaires pour éviter les détériorations de toutes natures.

Au déchargement sur le chantier, chaque pièce sera rangée sur un échafaudage ou sur tasseaux de façon à les maintenir au-dessus du sol et à l'abri de l'eau de ruissellement. Le déchargement sera toujours effectué en présence de l'Administration ou de son représentant qui désignera le lieu de mise en dépôt.

Tous les voilements, Torsions ou courbures de faible importance seront soigneusement réparés avant montage, étant bien entendu que ces réparations ne devront pas modifier de façon appréciable la résistance des éléments.

L'administration aura la faculté de refuser les pièces qui présenteraient des avaries sérieuses. L'entrepreneur devra les remplacer sans qu'il puisse formuler une réclamation quelconque.

Dans tous les cas, l'administration aura seule qualité pour apprécier les dégâts et les dispositions qu'il y aurait lieu de prendre à leur sujet.

On opérera de même pour les avaries qui pourraient être occasionnées accidentellement aux pièces pendant leur montage.

11) TRAVAUX DE FINITION :

L'administration pourra demander à l'entrepreneur de ne poser les éléments de fermeture des menuiseries qu'après exécution des travaux de maçonnerie et notamment des enduits.

L'entrepreneur aura à sa charge la protection de tous ses ouvrages jusqu'à la réception provisoire des travaux avec le nettoyage des locaux et l'enlèvement de tous les déchets et résidus en provenant. Avant la réception provisoire, l'entrepreneur devra vérifier le bon fonctionnement de tous les éléments y compris paumelles et serrures, qu'il aura au préalable soigneusement graissées et huilées.

12) PROTECTION INSECTICIDE ET FONGICIDE :

Toutes les menuiseries bois extérieures et intérieures devront obligatoirement subir un traitement préventif contre divers parasites tels que le lyctus et le capricorne et contre les champignons dus à l'humidité atmosphérique suivant les prescriptions du D.T.U. N° 36-1.

Ce traitement préventif sera exécuté comme suit :

- Ponçage fin ;

- Application d'une première couche pure, non diluée, d'un imprégnant transparent pour bois "WOODASTRAL» au pinceau, à la brosse ou au pistolet.

- Ponçage fin

- Application d'une deuxième couche pure, non diluée, d'un imprégnant transparent pour bois "WOODASTRAL" au pinceau, à la brosse ou au pistolet. Un temps de séchage de 4 heures entre les deux couches sera observé. Cette protection insecticide et fongicide devra demeurer efficace après ajustage des menuiseries à la pose, elle sera donc susceptible d'être reprise en partie.

L- PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES MENUISERIES METALLIQUES type STRUGAL

Tous les travaux qui seront demandés à l'entrepreneur devront être effectués suivant les règles de l'art, conformément aux prescriptions du D.G.A., article 146 à 152 et du cahier des charges générales pour les travaux dépendant de l'administration des Travaux Publics.

Les menuiseries métalliques type « STRUGAL » veulent dire fabriquées et montées en usine, livrées prêtes à la pose.

L'entrepreneur devra se conformer aux directives qui lui seront données dans chaque cas particulier par l'administration.

Les emplacements sont déterminés sur les plans de repérage. Les numéros et lettres qui y sont portés, désignent le type de menuiserie.

Les quincailleries seront choisies dans des marques assurant la bonne qualité et la bonne présentation des éléments. Elles devront être soumises à l'approbation du Maître de l'ouvrage, avant toute passation de commandes et figureront sur un tableau d'échantillons déposé dans le bureau de chantier pendant toute la durée des travaux, lequel servira de base de référence lors de la réception provisoire. Ces quincailleries seront nécessairement des modèles les plus récents et obligatoirement très complètes tels que : verrous, loqueteaux, butée d'arrêt, amortisseur, etc.

M- PRESCRIPTIONS CONCERNANT L'ELECTRICITE :

a. Protection contre la corrosion :

Toutes les pièces métalliques devant être protégées contre l'oxydation, recevront deux couches de peintures au minimum de plomb, la deuxième couche étant appliquée après mise en place du matériel. Cette peinture contiendra du minium de plomb, à l'exclusion de toute autre charge. Sur ces deux couches primaires sera appliquée une couche de peinture définitive des classes C E ou E de la classification AFNOR.

b. Repérage et teintes conventionnelles :

Les conducteurs, câbles et trolleys seront repérés par les teintes conventionnelles de l'UTE (norme NFC.04.100). Chaque fois qu'un appareil doit pouvoir être identifié rapidement (en particulier sur les tableaux et armoires de distribution), il sera prévu une étiquette gravée en matière plastique fixée par vis portant la mention du circuit protégé ou alimenté.

c. Calcul des canalisations électriques :

Les sections des canalisations électriques mentionnées dans le devis descriptif ne sont fournies qu'à titre indicatif et devront être vérifiées par l'entreprise qui prendra la responsabilité des valeurs adoptées.

La chute de tension en pleine charge entre les postes de transformation et le point des installations les plus défavorisées ne devra pas excéder 5 % pour les circuits force et 3 % pour les circuits lumière.

Pour le calcul des sections des canalisations B.T. on utilisera, les tableaux du P.N.M. 7.11.CL.005 fixant les intensités admissibles suivant le mode de pose retenu pour la canalisation.

La chute de tension dans les canalisations sera calculée sur la base de l'intensité de la phase la plus chargée et d'après le courant de démarrage.

Les échauffements des conducteurs, des câbles seront calculés en tenant compte de la température ambiante max. des locaux où sont installées les canalisations et resteront toujours inférieurs à 10 % aux valeurs données par les normes pour les échauffements admissibles.

d. Equilibrage des phases :

Toutes les dispositions seront prises pour assurer un équilibre des phases aussi satisfaisant que possible, dans le cas où cet équilibre ne pourrait être obtenu (2p + N par exemple), la chute de tension serait calculée en tenant compte du déséquilibre.

e. Essais et mesure avant réception provisoire :

Avant la réception provisoire, il sera procédé par l'entrepreneur et sous sa responsabilité aux essais et mesures suivantes :

- Mesures des chutes de tension à pleine charge.
- Mesures d'isolement des différents circuits.
- Vérification de l'équilibrage des phases.
- Mesure des résistances de terre.
- Continuité des circuits de terre.
- Contrôle des organes de protection des différents circuits.

L'entrepreneur établira un procès-verbal des résultats des mesures effectuées. Le procès-verbal sera remis au BET le jour de la réception provisoire. Ce dernier se réservant le droit de contrôler les résultats y figurant.

f. Conditions d'exécution des travaux :

Tous les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art et suivant les meilleures techniques en usage.

Pour permettre l'installation des équipements et les passages des canalisations électriques, l'entreprise établira les plans de passage trous et trémies qu'elle soumettra au BET pour approbation.

L'exécution de ces travaux est due au titre du présent lot. Il posera en temps utile les tubes, conduits ou fourreaux qui doivent être noyés ou encastrés dans les maçonneries. Les scellements dans le béton ou les maçonneries sont dus au titre du présent lot. S'ils n'étaient pas exécutés correctement, ils seraient refaits par l'entreprise spécialisée aux frais de l'entreprise du présent lot.

Les raccords et scellement au plâtre seront obligatoirement exécutés par l'entreprise spécialisée au frais de l'entreprise du présent lot.

L'étude technique d'électricité, établi par un B.E.T à la charge de l'administration et dûment visés par un bureau de contrôle sera remise à l'entrepreneur du présent marché pour exécution, toute étude supplémentaire jugée utile et nécessaire sera à la charge de l'entreprise, Cette étude ne devra faire l'objet d'aucune plus-value.

N- PRESCRIPTIONS CONCERNANT LA PEINTURE :

Tous les matériaux employés seront en peinture vinylique et dérivée. Les blancs seront de premier choix, type cachet vert. La chaux sera alunée et huilée, la peinture sera mate, type polyvinylique et les laques seront du type glycérophthalique.

Les pigments employés seront de qualité fine et de premier choix.

Avant tout commencement d'exécution l'entrepreneur procédera à un examen des subjectiles tant pour en tirer tous renseignements utiles à la bonne marche du travail que pour vérifier leur état et présenter par écrit, consigné au cahier de chantier, ses remarques ou réserves éventuelles (plâtres morts, défauts de dressage, réclamation ultérieure ne sera recevable. L'entrepreneur devra couvrir et protéger au moyen de papiers kraft ou de toiles, les sols, murs et objets divers, de manière à prévenir toute tâche ou détérioration, dont il sera du reste réputé entièrement responsable. Partout où il aura à travailler, l'entrepreneur fera à ses frais, le balayage et le nettoyage général avant et après l'exécution de ses travaux, ainsi que l'enlèvement à la décharge publique des déchets provenant de ses travaux.

Egalement à ses frais, des échantillons de couleurs seront exécutés par l'entrepreneur à la demande de l'Administration. Ces échantillons seront exécutés sur des plaquettes de mêmes matériaux que le subjectile ou sur des surfaces témoins. Ils seront établis en trois exemplaires. Après acceptation, les échantillons seront signés par l'administration et l'entrepreneur. Ils seront conservés sur le chantier dans un local normalement aéré et éclairé, mais à l'abri du soleil. Ils ne devront jamais être maintenus en permanence dans l'obscurité. La durée de validité des échantillons de couleur n'excédera pas six mois.

Dans tous les cas, les échantillons et les surfaces témoins seront conservés soigneusement jusqu'à la réception provisoire des travaux.

En vue d'un fini général et sans reproche des peintures et pour dégager sa responsabilité, l'entrepreneur devra, avant l'exécution de son travail, signaler tous les raccords et imperfections à faire reprendre par les autres corps d'état, tels que enduits mal dressés, ou choqués, ou fissurés, béton brut de décoffrage poreux, ou non lisse ou mal ébarbé, plinthes non poncées, mauvais scellements, etc.

La préparation des surfaces à peindre devra être exécutée conformément aux prescriptions techniques du fabricant des produits et des travaux de peinture comprendront obligatoirement, au minimum, les phases suivantes :

- 1) Egrenage, brossage et époussetage, décapage, rebouchage, ponçage, etc.
- 2) Couche d'impression.
- 3) Enduit.
- 4) Une première couche de peinture.
- 5) Une deuxième couche de peinture après séchage parfait de la première.
- 6) Le nettoyage parfait de toutes les pièces de quincaillerie.

Tous les ouvrages seront exécutés conformément aux indications de l'administration et en fonction des travaux à exécuter en première urgence.

Les couleurs et tons des peintures ainsi que le genre de finition (mat, brillant, satiné, etc.) seront faits à la demande et selon les instructions de l'administration. L'application des différentes couches de peinture sur les subjectiles exposés aux conditions climatiques activant le séchage tels que vent, grand soleil, etc. sera différée.

Chaque couche de peinture sera soigneusement et correctement croisée, sauf pour les peintures vernissées. L'administration se réserve le droit de demander une, voire plusieurs couches supplémentaires sur celles prévues, sans que l'entrepreneur puisse prétendre à aucun supplément si, après l'achèvement et le séchage de la dernière couche, le support n'était pas parfaitement masqué. Tous les rechampissages, quels qu'ils soient, seront compris dans les prix unitaires. Il pourra être demandé sans majoration de prix, l'emploi de couleurs fines, telles que vert de zinc, oxyde de chrome, etc.

Le blanc de zinc devra obligatoirement être composé d'un minimum 99,6 % d'oxyde de zinc pur. Tous les produits destinés à remplacer l'huile de lin pure sont formellement interdits. Les peintures antirouille seront exclusivement le minium de plomb pur broyé à l'huile de lin ou un produit de marque reconnue à soumettre à la validation de la maîtrise d'œuvre et du maître d'ouvrage.

Chaque opération terminée pourra faire l'objet d'un constat, les couches de peinture successives devront se différencier par une légère différence de tonalité allant du plus foncé au plus clair, la dernière couche étant bien entendu du ton exact défini par l'administration et l'échantillon.

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait que les menuiseries bois métalliques, et ferronneries posées impressionnées, n'implique pas que l'impression n'est pas à refaire, l'impression faite par le menuisier ou le ferronnier étant simplement destinée à protéger les ouvrages pendant la durée des travaux.

Les hauts et les bas de portes et fenêtres hors vue devront être peints. En outre, les tranches horizontales inférieures des portes et volets ouvrant vers l'extérieur ainsi que les jets d'eau des menuiseries recevront une couche intermédiaire supplémentaire, étant supposé que le jeu nécessaire a été donné. L'application des peintures ne devra donner lieu à aucune surépaisseur anormale dans les feuillures. L'emploi de la pulvérisation fera l'objet d'une autorisation préalable de l'Administration.

La dernière couche de peinture ne sera donnée qu'après terminaison complète des accords de toutes sortes et sur ordre de l'administration. Toutes les parties vitrées ne recevront la dernière couche de peinture qu'une fois la vitrerie posée, celle-ci étant posée à double bain de mastic sous parcloes, après application de deux couches de peinture en feuillure.

Après l'achèvement des travaux, l'entrepreneur sera tenu de faire laver et nettoyer à ses frais, les carrelages, plinthes, vitres, faïences, évier, etc. ainsi que les locaux et les meubles qui auraient été tâchés par sa faute. Pour les lavages on utilisera exclusivement du savon noir de première qualité ; l'esprit de sel étant formellement interdit. Les serrures des portes devront être nettoyées avec précaution à l'essence et huilées ainsi que toutes les autres quincailleries, crémones, targettes, paumelles, etc.

La non-observation de ce nettoyage sera une cause d'empêchement à l'établissement au procès-verbal de réception provisoire. Tous les prix de peinture comprendront la fourniture, les échafaudages à toutes hauteurs, la façon, la mise en œuvre et toutes sujétions (notamment protection, nettoyage, etc.). Ces sujétions ne seront pas reprises dans le bordereau des prix mais devront être comprises dans les prix unitaires de détail.

Le procès-verbal de réception provisoire ne sera délivré qu'autant que la propreté du chantier aura été constatée.

REMARQUES IMPORTANTES :

- *Au préalable de la remise de son offre, l'entreprise doit obligatoirement effectuer la visite des lieux et pour une meilleure reconnaissance des travaux à réaliser et pour apprécier toutes éventuelles difficultés, contraintes et sujétions.*
- *Chaque fois qu'une marque ou référence est citée, comprendre : ou similaire (ou équivalent),*
- *Exécution conforme aux plans et détails du Bureau d'étude y compris toutes sujétions de fourniture, pose, scellement, fixation, et main d'œuvre.*
- *Les descriptions qui vont suivre ne sont pas limitatives, étant bien entendu que l'entrepreneur devra tous les travaux nécessaires au bon achèvement (ou fonctionnement) de ses ouvrages.*
- *Tous les échantillons doivent être agréés par la maîtrise d'œuvre avant leur pose, s'ils ne sont pas conformes aux normes en vigueur, ils seront déposés et évacués du chantier.*
- *L'Entrepreneur devra démolir tout ce qui est nécessaire pour l'exécution des travaux.*
- *L'Entrepreneur sera tenu responsable de toutes les dégradations qu'il pourrait occasionner aux bâtiments existants ou à conserver lors de l'exécution de ces travaux.*
- *Dans le cas où il estimerait que certaines précautions particulières devraient être prises, il devra en aviser la maîtrise d'œuvre avant exécution.*
- *Toutes les précautions nécessaires seront prises pour la protection des constructions voisines, l'étalement éventuel d'ouvrages mis à nu, la clôture des zones ouvertes, ainsi que la tenue des constructions voisines.*
- *L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour assurer, à l'aide de la clôture, la protection sur cour et voie de circulation des passants, bâtiments, installations électriques.*
- *Il sera tenu d'en demander la vérification à la maîtrise d'œuvre avant tout commencement des fouilles. Toute erreur constatée après cette vérification ne déchargera pas l'entrepreneur de sa responsabilité pleine et entière.*
- *L'Entrepreneur fournira à ses frais les ouvriers et équipement nécessaire au contrôle de la réalisation du chantier. Ce matériel doit rester sur le chantier à la disposition du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.*
- *Les situations provisoires pour règlement seront établies suivant attachement contradictoire d'avancement des travaux réalisés pris par la maîtrise d'œuvre, en présence de l'entrepreneur.*
- *Les tracés des passages et localisation relatifs aux alimentations en eau, électricité, téléphone, télévision, etc. ...) peuvent subir des modifications (prolongements, réductions, habillage, ajouts des boîtes, ajouts des points lumineux. ...etc.).*

LOT GROS ŒUVRE

Prix n° 1- Démolition des cloisons y compris évacuation

Ce prix rémunère la démolition des cloisons de séparation de toute nature (Briques, agglos...). Il sera exécuté aux endroits indiqués par le BET, inclus le transport et l'évacuation des gravois et déchets résultant des démolitions aux décharges publiques à réaliser dans le cadre du présent marché.

Ouvrage payé au mètre carré

Au prix n° **1**

Prix n° 2- Décapage des enduits de toute nature y compris évacuation

Ce prix rémunère la réalisation de décapage des enduits de toute nature, Il sera exécuté aux endroits indiqués par la maîtrise d'œuvre, compris toutes sujétions. L'ensemble aura une finition irréprochable et une bonne planimétrie suivant détails du BET, y compris l'évacuation des gravois et déchets résultant des décapages et grattages à la décharge publique.

Ouvrage payé au mètre carré

Au prix n° **2**

Prix n° 3- Décapage du revêtement du sol existant y compris évacuation

Le présent prix rémunère tous les travaux de décapage du revêtement du sol existant à réaliser dans le cadre de ce marché, et concernant l'ensemble des matériaux existants dans le local à aménager, y compris éventuellement la forme ainsi que l'évacuation des gravois à la décharge publique.

Ouvrage payé au mètre carré

Au prix n° 3

Prix n° 4- Décapage du revêtement mural existant y compris évacuation

Le présent prix rémunère tous les travaux de décapage du revêtement mural existant à réaliser dans le cadre de ce marché, et concernant l'ensemble des matériaux existants dans le local à aménager, en prenant toutes les dispositions nécessaires afin de ne pas endommager tout éléments liés à la structure du bâtiment y compris l'évacuation à la décharge publique.

Ouvrage payé au mètre carré

Au prix n° 4

Prix n° 5- Décapage du faux plafond existant y compris évacuation

Le présent prix rémunère le décapage du faux plafond existant à réaliser dans le cadre de ce marché, et concernant l'ensemble des matériaux existants dans le local à aménager, en prenant toutes les dispositions nécessaires afin de ne pas endommager tout éléments liés à la structure du bâtiment y compris l'évacuation à la décharge publique.

Ouvrage payé au mètre carré

Au prix n° 5

Prix n° 6- Dépose et repose des sièges

Ce prix rémunère les travaux de dépose et repose de sièges, y compris toutes sujétions.
Les éléments déposés seraient rangés et disposés aux lieux prescrits par le maître d'ouvrage.

Ouvrage payé à l'unité

Au prix n° 6

Prix n° 7- Dépose de porte en bois y compris cadre

Ce prix rémunère les travaux de dépose de porte (simple ou double vantail...), de toutes dimensions et matériaux, y compris cadre, pivots, accessoires et toutes sujétions.

Les éléments déposés seraient rangés et disposés aux lieux prescrits par le maître d'ouvrage.

Ouvrage payé à l'unité

Au prix n° 7

LOT REVETEMENT

Prix n° 8- Revêtement du sol en marbre perlato de 1,30 x 0,60 m

Revêtement en marbre Perlato de premier choix, de 2 cm d'épaisseur d'un seul tenant, poli en atelier. Echantillon à soumettre à l'approbation du BET avant toute exécution. Le revêtement en marbre sera réalisé comme suit :
Nettoyage parfait de la surface à revêtir

- Forme de pose de 0,04 m d'épaisseur minimum, au ciment noir et plus si nécessaire pour enrober tubages électriques ou canalisations éventuels.

Avant la pose, la surface du lit de pose sera saupoudrée en ciment blanc.

Pose de la dalle de marbre, à bain soufflant de mortier CPJ 45 Après la finition, le lit de pose mesurera encore au moins 0,01 m. L'adhérence de la dalle au mortier devra être parfait, le mortier refluant dans les joints sur la moitié de la hauteur, scellant parfaitement la dalle sur les faces.

En fin de chantier, l'entrepreneur réalisera :

- Polissage à la pierre au plomb
- Encaustiquage
- Lustrage

Ouvrage métré à la surface réelle, sans plus-value pour petites parties

Ouvrage payé au mètre carré

Au prix n° 8

Prix n° 9- Plinthe droite ou crémaillère en marbre perlato de 7 cm de hauteur

Plinthe droite ou crémaillère de 7 cm de hauteur, en marbre perlato, sera réalisée comme le revêtement du sol de même nature, et avec les mêmes prescriptions, comprenant toutes sujétions d'angles rentrants ou saillants, pour partie courbe, piquage ou raccord d'enduit et de mise en œuvre, nettoyage.

Ouvrage payé au mètre linéaire

Au prix n° 9

Prix n° 10- Revêtement du sol en carreaux compacto

Exécuté selon le calepinage et dessin du BET.

Revêtement de sol en carreaux compacto, premier choix, dimensions, échantillon et teinte à soumettre à l'approbation du BET, posés au mortier de ciment gris, suivant dessin de calepinage.

Couleur au choix du BET, composé comme suit :

- Le support de 0,045 d'épaisseur minimum et plus si nécessaires pour motifs de niveau général ou de tubages importants, sera exécuté au mortier dosé à 250 Kg de ciment. Les carreaux seront posés au cordeau à bain soufflant de mortier. Le mortier devra refluer dans les joints du travail de pose, il sera procédé au nettoyage du mortier qui reflue des joints, afin d'éviter le ternissage des carreaux.
- Les joints au ciment blanc, teintés à la demande, devront être faits avant le séchage du mortier de pose (au moins en fin de chaque journée).
- L'entrepreneur devra prévoir dans ses prix, toutes les sujétions de pose et d'exécution telles que gorges, coupes droites ou biaises, angles, chutes, casses, etc...
- Tolérances : * 1 mm pour les joints
* 0,5 mm pour les alignements

Ce prix métré à la surface réelle, sans plus-value pour petites parties et faible largeur, seuils ou assimilés, retombées, bandes droites de tous dessins ou dimensions, etc..., déduction faite des vides et parties non revêtues.

Ouvrage payé au mètre carré

Au prix n° 10

Prix n° 11- Revêtement mural en carreaux compacto

Les revêtements des murs en carreaux compacto premier choix, dimensions, échantillon et teinte à soumettre à l'approbation du BET seront réalisés comme suit :

- Exécution d'une forme de pose de 5 cm d'épaisseur minimum, bien dressé à la règle au mortier de ciment.
- Pose de carreaux compacto à la colle sika ou similaire sur support. Couleur au choix du BET.
- Toutes les coupes devront être rectifiées sans bavures des carreaux.

Tous les carreaux de rive seront à bord arrondis ou rive traité avec une baguette d'angle selon échantillon validée, y compris toutes sujétions de fourniture, de pose et de bonne finition.

Ouvrage métré à la surface réellement exécutée, sans plus-value pour petites parties ou faibles largeurs, tous vides et ouvrages divers non revêtus déduits.

Ouvrage payé au mètre carré

Au prix n° 11

Prix n° 12- Tablette en marbre noir absolu

Les tablettes seront revêtues en Marbre noir absolu de 0,02 m d'épaisseur au choix du BET, y compris relevés et retombées et toutes découpes pour Vasques.

Ouvrage payé au mètre carré réel, compris toutes découpes, ponçages, polissages et lustrage nécessaires.

Au prix n° 12

LOT FAUX PLAFONDS

Prix n° 13- Faux plafonds en staff lisse y compris corniches, joint creux et motifs décoratifs

Fourniture et pose de faux-plafond, vertical ou horizontal réalisé en plaques de staff lisse suspendues, de 18 mm d'épaisseur minimum avec suspentes galvanisées et enrobées de plâtre et filasse, compris armatures éventuelles.

Les joints des plaques seront repris au plâtre blanc fin, puis il sera fait application d'une couche supplémentaire d'enduit de finition pour une planimétrie parfaite du faux plafond. Les arêtes devront être parfaitement rectilignes.

Le prix remis par l'Entrepreneur devra comprendre toutes les sujétions d'exécution nécessaires, telles que coupes, angles, façon d'arêtes petites surfaces, fixations, façon de raccordement des parties horizontales et verticales, raccordements aux maçonneries adjacentes, calfeutrements, passages des canalisations, décrochements, retours, retombées, engravures, gorges arrondies ou joints en retrait éventuel, plages.

Le présent prix comprendra également une couche de dégrossi en enduit, les corniches, les joints creux de 5 cm, moulures et engravures de toute dimension qui devront être réalisées suivant les plans de calepinage et de détails du BET y compris toutes les découpes ou réservations pour appareils ou lustrerie quel que soit le nombre, la pose de fente de reprise d'air et les joints en creux.

Ouvrage payé, à la surface de faux plafonds projetés au sol, fourni et posé, y compris toutes fournitures nécessaires et toutes sujétions d'exécution.

Ouvrage payé au mètre carré

Au prix n° 13

Prix n° 14- Faux plafonds amovible de 60 x 60 cm

Ce prix rémunère la réalisation de Faux plafond amovible de dimensions de 600 x 600 mm, la mise en œuvre suivant les dessins de calepinage fourni par le BET sur réseau d'ossature apparente en T de 15 mm de semelles, constitué:

- De profilés porteurs de 4cm, de couleur de faible brillance, dite finition spéciale, disposées parallèlement.
- De profilés entretoises de 4cm de même couleur verrouillée perpendiculairement aux profilés porteurs.
- De profilés de 600 mm de même couleur, verrouillés aux entretoises de 1200 mm et disposées parallèlement aux profils porteurs.

L'ensemble forme de L de 600 x 600 mm est suspendu au support existant à l'aide de suspentes appropriées réparties sur les profilés porteurs suivant un écartement maximum de 60 cm. conformément aux règles de l'art dans les plancher. A des hauteurs de 1.20 maximum, si la hauteur dépasse 1.2m il sera prévu une double structure
La finition en rive se fera à l'aide d'une cornière de couleur blanche fixée directement à la paroi ou selon les plans de détail.

Ce poste comprend le faux plafond complet avec toutes suspentes, pièces de fixations, profils périphériques. y compris toutes sujétions de fournitures, poses, coupes, chutes, réglages

Ouvrage payé au mètre carré

Au prix n° 14

Prix n° 15- Faux plafonds acoustique et décoratif en dalle de plâtre de 60 x 60

Faux plafonds en dalle simple ou perforée en fibre végétale absorbante de 60x60, type Danoline de Knauf ou similaire, réaction au feu M1 selon PV CSTB n° ra03-0270-2, résistance au feu SF 1/2H (béton acier) selon PV CTICM 94-U-353 rec99/1 (plaza 12,5 mm), résistance à l'humidité 70% HR, mise en œuvre sur ossature apparente T24 ou caché démontable T24 selon le choix de le BET, composé de profiles en acier galvanisé dont la semelle visible de 24 mm revêtu d'un parement laqué blanc Entretoises du même type. Cornières de rive assurera les jonctions périphériques .Dalle sans restriction écologique défavorable.

Ouvrage payé au mètre carré

Au prix n° 15

LOT MENUISERIE BOIS

Prix n° 16- Habillage en bois chêne MDF

Fourniture et pose de panneaux en bois chêne MDF pour habillage des murs, réalisés suivant instruction et indication de la maîtrise d'œuvre. Traitement et fixation des surfaces de contact entre la maçonnerie et la structure par des éléments appropriés et toutes sujétions, suivant plans et détails du BET.

Teinte de ces panneaux au choix de la maîtrise d'œuvre.

Echantillon à soumettre à la maîtrise d'œuvre pour approbation. Y compris pose et fixation

Ouvrage payé au mètre carré

Au prix n° 16

Prix n° 17- Porte en bois massif chêne

Ce prix rémunère la fourniture, la pose et le scellement de porte en bois massif chêne, au choix et suivant détail de la maîtrise d'œuvre.

Menuiserie

- Faux cadre en sapin rouge de 30 x 100
- Cadre de 40 x 100 en chêne teinté 1er choix avec feuillure de battement.
- Remplissage en bois chêne teinté plein 1er choix, assemblé à la colle et presse de 20 mm d'épaisseur, biseauté et incrusté dans feuillure de 10 mm, assemblé à la colle et presse.
- Bâti de 100 x 35 mm, Traversés 70 x 35 mm.
- Chambranles 7 cm x 2 cm avec moulure décoratif.
- Traitement, teinte et vernis échantillon à soumettre à l'approbation du BET.

Quincaillerie

- 7 pattes à scellement
- 4 paumelles de 140 mm chromées.
- 1 Serrure type Prisma ou son équivalent avec canon et 3 clefs - Peinture à l'Epoxy
- Double tour
- Poignées chromées marque Prisma ou similaire, 2 béquilles, entrées, tiges, vis, etc
- Bec à canne à condamnation
- 1 buttoir caoutchouc

Ouvrage payé fourni et posé y compris quincailleries, toutes sujétions de fournitures, d'exécution et de pose.

Ouvrage payé au mètre carré

Au prix n° 17

Prix n° 18- Cloisons amovible en bois stratifié

Ce prix rémunère la fourniture et la pose des cloisons amovible de séparation des sanitaires en bois stratifié, ils sont réalisés avec des panneaux en MDF, surélevé du sol de 10 cm par des pieds en acier inoxydable, toutes les parties des panneaux sont encadrées avec des profils en aluminium anodisé, les plaques de fixation et visserie en acier inox.

L'ensemble à réaliser suivant détails et plans du BET y compris partie ouvrante, quincaillerie, toutes sujétions de fourniture, d'exécution et de pose.

Ouvrage payé au mètre carré

Au prix n° **18**

Prix n° 19- Porte en bois stratifié

Ce prix rémunère la fourniture et la pose des portes en bois stratifié, réalisés avec des panneaux en MDF, surélevé du sol de 10 cm, toutes les parties des panneaux sont encadrées avec des profils en aluminium anodisé, les plaques de fixation et visserie en acier inox.

L'ensemble à réaliser suivant détails et plans du BET y compris partie ouvrante, quincaillerie, toutes sujétions de fourniture, d'exécution et de pose.

Ouvrage payé au mètre carré

Au prix n° **19**

LOT PLOMBERIE- SANITAIRE

Prix n° 20- Fourniture et pose de vasque à poser sur table en marbre

La fourniture et la pose d'une vasque à poser sur table en marbre, l'ensemble suivant instructions du BET, la vasque est de marque Jacob Delafon ou similaire, équipé de :

- Vidange à clapet en laiton chromé
- Siphon avec sortie murale chromée, de 30 mm de diamètre 15/21
- Robinet d'arrêt chromé sur l'alimentation de diamètre 15/21
- Robinetterie à sortie de chez JACOB DELAFON ou similaire.

Quelque soit le modèle installé, chaque robinet sera raccordé par un cuivre chromé pour isoler chaque appareil. Les sorties murales des canalisations seront protégées par une rosace chromée.

Dans le cas d'arrivée par plancher, la canalisation d'alimentation sera entièrement chromée, depuis le plancher jusqu'au robinet de l'appareil et sur toute sa hauteur.

Les fourreaux, aux passages des planchers, devront dépasser le revêtement de sol d'au moins 2cm.

Ouvrage payé à l'unité, fourni et posé, en ordre de marche, y compris les percements, rebouchages, raccordements, les rosaces de propreté et toutes sujétions de fournitures et de pose.

Ouvrage payé à l'unité

Au prix n° **20**

Prix n° 21- Fourniture et pose de WC suspendu

Fourniture, pose, raccordement, mise en œuvre et installation complète en ordre de marche de l'ensemble de Cuvette suspendue de marque Jacob Delafon, ou équivalent, avec réservoir et une chasse à mécanisme silencieux encastré, de couleur blanche, équipée de :

- Bâti support au sol avec réservoir marque Jacob Delafon ou similaire
- Abattant Thermodur à descente progressive marque Jacob Delafon ou similaire
- Plaque de commande inox anti-vandalisme simple touche
- Raccordement à l'alimentation
- Raccordements à l'évacuation en tube PVC y compris raccords, colliers,

Le prix comprend la fourniture, les fixations, la pose de l'appareil et de la robinetterie, les raccordements, les protections, les essais et toutes sujétions.

Nota :

- Les étiquettes précisant le choix du matériel doivent rester apparentes pendant la durée du chantier.
- Les appareils sanitaires devront être protégés pendant la durée des travaux, ils seront nettoyés en fin de chantier par l'Entrepreneur sans plus-value.
- Des rosaces chromées comprises dans le prix du WC seront placées à la sortie de chaque tuyauterie encastrée.

Ouvrage payé à l'unité

Au prix n° 21

Prix n° 22- Sèche main électrique

Fourniture et pose d'une sèche main électrique automatique de marque MEDICLINICS ou similaire.

Sèche main MEDIFLOW M02ACS, en acier inox, de 1.5 mm d'épaisseur, finition satinée.

Automatique anti vandalisme

Mise en marche automatique par détecteur infrarouge et système de contrôle thermostatique.

Dimensions : 320x272x164 mm.

Alimentation de sèche main éventuelle comprenant boîte de sortie de câble réf 314.78 de LEGRAND ou similaire, des conduits en encastrés isorange ICD 6AE et le raccordement au tableau par câble HO7 VU (U500V) en 3 x 4 mm².

Ouvrage payé fournis et posé, y compris fixation, raccordement électrique et toutes autres sujétions d'exécution.

Ouvrage payé à l'unité

Au prix n° 22

Prix n° 23- Miroir poli clair

Fourniture et pose de glace miroir en verre poli de 6 mm, avec rebords chanfreinés. Elle sera soigneusement posées avec des pattes à glace dans l'espace prévue à cet effet dans les carreaux muraux, et au-dessus du retour en marbre de 10 cm de hauteur.

Ouvrage payé fourni et posé, y compris toutes sujétions de fixations, de raccords et de scellements.

Ouvrage payé à l'unité

Au prix n° 23

Prix n° 24- Distributeur de savon liquide

Fourniture et pose d'un distributeur de savon liquide à poussoir de capacité 1,1 litre de marque MEDICLINICS DJ0111CS ou similaire, finition satinée, y compris pose, fixation et toutes sujétions d'exécution

Ouvrage payé à l'unité

Au prix n° 24

Prix n° 25- Distributeur papier hygiénique

Fourniture et pose d'un porte papier hygiénique industriel à rouleau chromé de marque CAPANNOLI REF : PR107 ou similaire,

Dimension : L=17.3, H=4.5, H=8

Y compris pose, fixation et toutes sujétions d'exécution

Ouvrage payé à l'unité

Au prix n° 25

LOT ELECTRICITE -LUSTRERIE

Prix n° 26- Equipement du tableau électrique

Ce prix rémunère la fourniture, la mise en place et le raccordement des équipements de protection électrique (Disjoncteur de branchement, Disjoncteur 1P+N C10, Disjoncteur 1P+N C16, Collecteur de terre...)

L'ensemble d'ouvrage payé fourni, posé, raccordé, complet en ordre de marche, conforme aux normes en vigueur et aux règles de l'art y compris toutes sujétions de fournitures et de pose.

Ouvrage payé à l'ensemble

Au prix n° 26

Prix n° 27- Lustre décoratif

Ce prix rémunère la fourniture, la mise en place d'un lustre décoratif au choix du BET.

L'ensemble d'ouvrage payé fourni, posé, raccordé, complet en ordre de marche, conforme aux normes en vigueur et aux règles de l'art y compris toutes sujétions de fournitures et de pose.

Ouvrage payé à l'unité

Au prix n° 27

Prix n° 28- Projecteur sur rail

Ce prix rémunère la fourniture, la mise en place des projecteurs sur rails, l'ensemble au choix du BET.

L'ensemble d'ouvrage payé fourni, posé, raccordé, complet en ordre de marche, conforme aux normes en vigueur et aux règles de l'art y compris toutes sujétions de fournitures et de pose.

Ouvrage payé à l'unité

Au prix n° 28

Prix n° 29- Spot étanche

Ce prix rémunère la fourniture, la mise en place de spot étanche au choix du BET.

L'ensemble d'ouvrage payé fourni, posé, raccordé, complet en ordre de marche, conforme aux normes en vigueur et aux règles de l'art y compris toutes sujétions de fournitures et de pose.

Ouvrage payé à l'unité

Au prix n° 29

Prix n° 30- Bloc autonome 60 Lumens suspendu

Il sera installé aux endroits indiqués sur les plans, de foyers autonomes d'éclairage de sécurité qui se composeront d'un bloc chargeur à batterie cadmium - nickel ayant une heure d'autonomie, télécommandée, suivant FN 71.B00 voyant de contrôle relais de manque de tension.

Les blocs seront de type LEGRAND réf 608.215 ou similaire.

L'entrepreneur devra prévoir dans son prix, en plus de la fourniture et de la pose des appareils, leur alimentation depuis le tableau, leur ligne de télécommande ramenée au tableau, les étiquettes autocollantes portant les inscriptions sorties bilingue et une flèche.

Ouvrage payé, fourni et posé y compris toutes sujétions d'exécution.

Ouvrage payé à l'unité

Au prix n° 30

LOT PEINTURE

L'entreprise doit :

- Réceptionner les supports et traiter les microfissures par un produit spécial validé par le BET avant d'entamer les travaux de ponçage ;
- Demander la réception de chaque couche de peinture avant d'entamer la suivante;
- Présenter les échantillons pour validation avant d'entamer les travaux de peinture;

Toutes les peintures seront de marque ASTRAL, COLORADO ou équivalent.

Les marques indiquées sont à titre indicatif. Les soumissionnaires peuvent présenter d'autres marques équivalentes pour validation.

L'entreprise doit fournir les résultats des essais par le laboratoire.

Prix n° 31- Peinture vinylique intérieure sur murs et plafonds

Ce prix comprend :

1- Préparation des fonds :

- Egrenage, ponçage et rebouchage des fissures, trous
- Brossage énergique à la brosse CHIENDENT des enduits de ciment afin d'enlever toutes les parties non adhérentes sablonneuses ou autres.
- Application d'une couche d'impression diluée de 5% à 10% (selon porosité du support).

2- Enduisage :

- Rebouchage suivi d'un ratissage en deux couches à l'enduit « TOUPRET CB » ou similaire.
- Ponçage général.

3- Finition :

- Application de deux couches croisées de « VINYLASTRAL » ou similaire (application par intervalle de quatre heures).

Teinte au choix du BET

Ouvrage payé au mètre carré, sans aucune plus-value pour petites parties ou rechampissage, tous vides et ouvrages divers non revêtus déduits y compris toutes sujétions de fourniture, pose et mise en œuvre de matériaux

Au prix n° **31**

Prix n° 32- Peinture décorative Ambra

Réalisation d'une peinture décorative de type AMBRA de COLORADO ou similaire à réaliser suivant la notice technique du fabricant comme suit :

Préparation du support

- * Ponçage au papier abrasif n° 40 ou 60 pour supprimer les souillures et la poussière.
- * Imprégnation d'une couche d'imperméabilisant COLOPRIM.
- * Application d'une impression vinylique COLOVINYL 500 dilué à 10%.
- * Enduisage et ratissage avec 2 couches croisées de COLENDUIT.
- * Application d'une couche d'enduit COLOSTOP pour parfaire la préparation du support

Finition

- * Application d'une couche de COLOVINYL 500 dilué à 10%.
- * Application d'une couche moyenne et régulière de AMBRA à l'aide d'un ROULEAU LAQUEUR.
- * Création du décor défini par le maître d'ouvrage à l'aide d'une TALOCHE INOX.
- * Laisser sécher 6 heures.
- * Application d'une deuxième couche en utilisant une TALOCHE INOX.
- * Laisser sécher 3 à 4 heures.
- * Lissage pour accentuer le contraste des teintes et obtenir un aspect brillant avec la TALOCHE INOX.

Ouvrage payé au mètre carré

Au prix n° **32**

Prix n° 33- Peinture vinylique sur faux - plafonds en staff

Réalisée suivant les prescriptions des peintures sur plafonds. La surface prise en compte sera la surface du faux plafond projetée au sol. Aucune majoration ne sera accordée pour peinture sur moulures, découpes redans, motifs,

Ouvrage payé au mètre carré

Au prix n° **33**

Lu et accepté (Manuscrite)

Signature et Cachet



Faculté des Sciences Juridiques
Economiques et Sociales
Doyen
Abdelrhani BOUAYAD

The image shows a blue ink signature of Abdelrhani BOUAYAD. To the left of the signature is a circular blue stamp. The stamp contains the text 'Université Moulana' at the top, 'MOULANA' in the center, and 'FACULTÉ DES SCIENCES JURIDIQUES' at the bottom.

BORDERAU DES PRIX - DETAILS ESTIMATIFS